

The LHoFT celebrates innovation and collaboration during its official opening event

On the eve of the 24th of April 2017, the Luxembourg House of Financial Technology (LHoFT) hosted an event to celebrate the official opening of its Innovation Hub and co-working facility at the House of Entrepreneurship in Kirchberg – Luxembourg. This landmark event gathered the partners and supporters of the LHoFT as well as other key members of the financial services, startup and government community, highlighting the connectivity and accessibility of Luxembourg's ecosystem, the foundation of the collaboration that is a focus of the LHoFT's strategy for driving Fintech forward within the Grand Duchy.

Senior representatives and CEO's of the LHoFT's current Leadership Circle partners (BGL BNP Paribas, Clearstream (Deutsche Börse Group), BCEE, Deloitte Digital, Foyer Group, KPMG, POST Luxembourg, Six Payment Services, PwC, Société Générale and Telindus (Proximus Group), mixed with the LHoFT's Associate Partners, Fintech startups from Luxembourg and abroad like Kurtosys (winner of the LHoFT's social media contest), Venture Capital Funds, Education and Government officials attended this event.

Nasir Zubairi, CEO of the LHoFT, gave a welcome speech, commenting: "Over the coming months we will be delivering a number of exciting projects with the community; education programs, hacka-



Left to the right : Nasir Zubairi, CEO of the LHoFT; Nicolas Mackel, CEO of Luxembourg for Finance; Pierre Gramegna, Minister of Finance and Carlo Thelen, General Manager of the Chamber of Commerce

thons, developer sandboxes as well as the Fintech Awards. We will work with the community to build up a soft-landing platform to make it as easy possible for Fintech firms to set up in Luxembourg and we will promote all of Luxembourg's strengths internationally to put Luxembourg first in the considerations of Fintech firms looking for an EU hub."

The guest of honour, H.E. Pierre Gramegna, Minister of Finance, the driving force of the LHoFT initiative, spoke to the audience, stating: "I am very pleased to see this project come to life. The LHoFT will play a key role for the development of Fintech in Luxembourg and the digital transition of our financial sector. The LHoFT will further

reinforce Luxembourg's attractiveness, particularly for start-ups. I am convinced that it will create a new dynamic, actively contributing to the diversification of the Luxembourg economy."

Carlo Thelen, Director General of the Luxembourg Chamber of Commerce speaking after the Minister of Finance, commented: "I am delighted to take part to the opening ceremony of the Luxembourg House of Financial Technologies – LHoFT Foundation. Today, it has become more than vital to foster the emergence of new start-ups in the Fintech sector for the future of our local financial center, as it will surely contribute to its diversification, its capacity for innovation and its technological evolution."

Collectively the LHoFT and its partners aim to drive financial technology innovation within Luxembourg's financial services community to ensure the future competitiveness of the industry, foster a comprehensive and collaborative globally connected Fintech ecosystem, and position Luxembourg as a leading Fintech centre within Europe with global recognition for cutting edge innovation developments that progress financial services forward.

The guests had the chance to discuss and exchange views on innovation in the presence of QT Robot from LuxAI, with a wine tasting from Casa De Vinos, the cartoonist Jack Zazzera who captured moments from the evening, and a live performance by Sumo, modern art leading figure and well-known graffiti artist.

OPINION :

Le nouveau président français Emmanuel Macron sera-t-il le moteur dont l'Europe a besoin ?

Par Jean MARSIA, président de la S&ED

En mars, je constatais que ni la Commission européenne, ni le Conseil européen, n'avaient pu relancer l'Union européenne (UE). Depuis, comme je le prévoyais sur la base des scrutins en Autriche et aux Pays-Bas, que ce soit en Sarre, au Schleswig-Holstein ou en France, les souverainistes ont perdu les élections face à des candidats qui ont une vue à long terme de notre avenir, qui partagent les valeurs reconnues par l'Europe et qui perçoivent correctement les réalités économiques et sociales.

M. Emmanuel Macron l'a emporté avec 66,1% des électeurs, parce qu'il s'inspire des Lumières, en émancipant les citoyens, en partant du principe qu'ils sont majeurs, capables de comprendre, de dépasser leurs passions, leurs colères, leurs désespoirs, de tendre à un point de vue universel, alors que les autres candidats affichaient leur opposition à l'Europe, voire tenaient des propos extrémistes. Son adversaire au second tour ne pouvait que sombrer, son programme se limitant aux invectives, aux insinuations, aux insultes, mais il a recueilli 11 millions de suffrages, de gens qui ne partagent toujours son idéologie, mais l'échec des politiques menées à Paris et à Bruxelles depuis plus de vingt ans les a mis en colère.

M. Macron veut restaurer la crédibilité de la France, afin d'avoir un euro solide et une politique européenne forte, pour faire face aux défis de la globalisation sur le plan économique et pour mener avec succès la guerre au terrorisme islamiste. Il a la légitimité démocratique, qui devrait se traduire par une large majorité parlementaire le 18 juin, en coalisant ceux qui veulent réformer la France et l'Europe, tout en les gardant ouvertes sur le monde : il promet de les protéger des agressions, sans les asphyxier.

Prenant la parole sur le parvis du Carrousel du Louvre, le 7 mai au soir, Macron a dit vouloir «retisser les liens entre l'Europe et les citoyens», défendre «l'image» et «les intérêts vitaux de la France» et assurer à tous la «sécurité», mais l'opposition à ses réformes économiques et sociales sera forte : 8,8% des inscrits ont choisi les votes blancs et nuls, 26% l'abstention.

Refonder l'Europe

M. Macron constate, comme moi, qu'une décennie a été perdue depuis 2005, depuis la victoire du «non» en France au référendum sur le projet de Constitution européenne et l'échec de la consultation populaire aux Pays-Bas. Refonder l'Europe requiert d'aller bien au-delà du renforcement de la gouvernance de la zone euro. Créer un budget de

la zone euro notamment «pour financer des investissements d'avenir» est insuffisant. «La taxation sans la représentation» est honnie depuis 1776. Être représentés par des parlementaires européens sans pouvoirs devrait l'être tout autant : ce simulacre de démocratie nous coûte 2 milliards € par an. Ce budget devrait financer la mobilité des étudiants, enseignants, chercheurs, apprentis dans le cadre du programme Erasmus, plutôt que la transhumance entre Bruxelles et Strasbourg.

Il est non seulement possible, mais indispensable de faire émerger une puissance publique européenne. Les avancées ponctuelles par compromis entre les États membres ne conduisent pas à une politique macroéconomique commune, parce que nos dirigeants ne défendent que les intérêts nationaux au sein du Conseil européen. Aucun intérêt européen ne s'en dégage. Heureusement, la Banque centrale européenne (BCE), la seule institution fédérale en Europe, peut et sait protéger l'euro ! Il a de grandes vertus : en mai 1981, la Banque de France a dépensé 5 milliards de dollars pour tenter d'enrayer la chute du franc, provoquée par l'élection de François Mitterrand. Il n'y a aucun risque de ce genre pour M. Macron.

Refonder l'Europe, c'est transférer, en application du principe de subsidiarité, à une Europe fédérale, les matières que les États membres ne peuvent plus remplir valablement, faute de ressources humaines et financières, comme, une partie des relations internationales, de la défense, de la sécurité, du réchauffement climatique, de l'énergie, des flux migratoires, des technologies de la communication et de l'information, des infrastructures de transport trans-européennes. Le budget européen passerait de 1 à 25% du produit intérieur brut de l'Union, soit une augmentation de 2.400 milliards d'euros. Il serait financé par un impôt européen, par exemple la TVA. Ce transfert permettrait de réduire d'autant les impôts et taxes des États membres. Il impliquerait une trésorerie européenne, un ministre des Finances européen et des ministres européens chargés des matières transférées.

Le Parlement européen aurait enfin le pouvoir de lever l'impôt et d'en décider l'affectation, ainsi que de contrôler l'exécutif européen, réduisant ainsi le déficit de démocratie existant au sein de l'UE et de l'Union monétaire. Celle-ci, inachevée depuis 25 ans, doit céder progressivement la place à un État fédéral capable de soutenir les régions moins favorisées, de réduire les écarts de compétitivité, entre autres par la formation et la mobilité des facteurs de production.

Ces réformes ne seront menées au départ que par un petit nombre d'États membres, conscients d'être peu souverains, prêts à céder une nouvelle part de souveraineté assez illusoire à une fédération européenne, dont la souveraineté sera effective. En matière énergétique, le rapport de force changerait radicalement si Poutine, ou l'OPEP, avaient l'Europe comme acheteur unique de gaz naturel ou

de pétrole ! Aujourd'hui, l'Allemagne, la France, l'Italie ne peuvent imposer leur point de vue. Nos gouvernants l'ont compris, mais leur ego les empêche d'en tirer les conséquences. Il y a 60 ans, le deuxième traité de Rome, instituant l'Euratom, prévoyait une agence européenne d'approvisionnement en uranium. Il est tombé dans l'oubli. La Commission a proposé de mener une politique énergétique européenne, visant à la compétitivité de notre économie, à la sécurité d'approvisionnement et au développement durable. Mais seul ce troisième volet, plus médiatique, a eu quelque succès. Le traité de Lisbonne a confirmé la compétence exclusive des États membres s'agissant de l'exploitation de leurs ressources énergétiques, du choix de leurs sources d'énergie et de la structure de leur approvisionnement, comme il l'a fait pour la défense et la sécurité. M. Poutine s'en frotte les mains.

Protéger face aux menaces

Pourtant, l'Europe reste gardienne de valeurs universelles, elle doit continuer à les faire rayonner de par le monde, en étant forte, en parlant d'une seule voix, en étant un partenaire fiable pour nos alliés dans tous les domaines, de la défense à l'environnement, en passant par l'économie. Nous avons tous un rôle à y jouer, par nos idées, nos analyses, nos suggestions, car le chemin sera rude.

Certes, le carcan du veto britannique se desserre depuis que Mme May a activé, le 29 mars 2017, l'article 50 du traité sur l'UE. Les négociations n'ont pas encore commencé, mais il est très improbable que les majorités requises soient réunies dans les délais prescrits, et une prolongation requiert l'unanimité au Conseil européen. Comme cette notification ne peut être retirée qu'avec l'accord unanime des 27 États membres, le Royaume-Uni sera un État tiers fin mars 2019, assujéti aux tarifs de l'Organisation mondiale du commerce. Cela lui promet des temps difficiles. Il est trop tôt pour savoir si l'Ecosse et l'Irlande du Nord en feront encore partie, mais déjà l'économie britannique commence à souffrir du Brexit. Depuis juin 2016, la livre a perdu 15% de sa valeur, ce qui crée de l'inflation par les prix à l'importation et limite le pouvoir d'achat des Britanniques ainsi que leur propension à consommer et à investir. Seul le secteur industriel est en hausse, de 0,5% au premier trimestre 2017, grâce aux exportations, mais il ne pèse plus guère dans l'économie d'outre-Manche.

L'Allemagne n'est guère plus favorable en pratique à une défense européenne. Lorsque Mme von der Leyen nous dit espérer que le sommet de l'UE en juin donnera un mandat clair pour mettre en route l'Union de défense cette année, elle nous fait seulement patienter jusqu'aux élections allemandes. Les projets qu'elle cite sont un hôpital européen mobile ou une plaque tournante logistique européenne, cela ne constitue pas une défense européenne. Une formation commune des officiers nécessite un État fédéral, ce qu'elle ne propose pas.

L'establishment européen pratique tout autant la désinformation. Après la réunion informelle des ministres de la Défense à Malte, on nous dit que l'UE veut éliminer les obstacles financiers à l'utilisation des *Battle groups*, alors que l'obstacle essentiel est le manque de volonté politique, par crainte de voir revenir des *body bags*. Les finances préoccupent surtout les pays partenaires hors UE, comme la Géorgie.

La mise en place de la *Military Planning and Conduct Capability* (MPCC) est annoncée en mars, mais la réorganisation de l'état-major de l'UE dont elle fera partie ne sera pas approuvée avant fin mai. La MPCC intégrera les 9 permanents actuels de l'OPCENT (le centre d'opération), seuls sept nouveaux personnels devraient, au final, être recrutés pour la MPCC. Elle n'est au mieux qu'un embryon de QG opérationnel, qui devrait comporter 140 fonctions. À ce rythme, l'armée européenne, c'est bien pour dans un siècle !

Emmanuel Macron se dit partisan d'une coopération «structurée permanente» en matière de défense, à lancer entre États membres de l'UE «qui souhaitent avancer ensemble sur les questions de défense sans attendre la participation de tous les pays de l'UE». Il plaide pour la création d'un véritable QG européen permanent pour piloter des opérations militaires européennes. Il veut la montée en puissance du corps européen de gardes-frontières qui passerait de la réserve de 1.500 personnes aujourd'hui prévue (dont 400 effectifs) à «5.000 hommes mobilisables». Mais M. Le Drian continuera probablement à cumuler la présidence de sa région et la Défense nationale. Persistera-t-il à vouloir décider à Paris et puis à demander à l'Europe de payer ? Le lion de Waterloo devrait pourtant lui rappeler que l'Europe rejette cette idée.

Au-delà de futurs projets industriels européens communs en matière de défense, M. Macron insiste sur la nécessité d'une meilleure coopération opérationnelle, appelant notamment à la création d'un «conseil de sécurité européen» qui regrouperait les responsables politiques mais aussi militaires des pays de l'Union souhaitant s'y joindre, tout en évitant de dupliquer les structures de l'OTAN. Il juxtapose la thèse et l'antithèse, sans encore faire la synthèse. Mais sa carrière politique ne fait que commencer.

Plus que jamais, mobilisons-nous !

Si le président Macron n'obtient pas 289 représentants sur 577 députés au soir du 18 juin, il devra procéder à un remaniement et nommer un Premier ministre appartenant à la famille politique victorieuse, qui, de gauche ou de droite, ne sera pas en faveur de l'Europe. C'est pourquoi j'appelle les citoyens français à soutenir les candidats humanistes et favorables à la refondation du projet européen. C'est ce que nous faisons au sein de la Société européenne de défense AISBL (S&ED), www.seurodelu.com.